



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Environnement - Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°8 - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La chaufferie de la Motte Rouge (ci-après la « *Chaufferie* »), est située sur l'ensemble immobilier domanial immatriculé au tableau général des propriétés de l'État 340-01339, cadastré section AS n° 25 qui a été attribué à titre de dotation à l'Université Montpellier II par arrêté interministériel du 10 février 1984. Celle-ci fournit le chauffage à l'Université de Montpellier, antérieurement dénommée « Université Montpellier II », et à l'Université de Montpellier III. La gestion de cette Chaufferie a été assurée par l'Université Montpellier de 1984 à 2007.

Par convention de transfert de gestion conclue en date du 21 juin 2007, la Ville de Montpellier, puis la Métropole qui s'y est substituée suite au transfert de compétence, s'est vue transférée par l'État la gestion de la Chaufferie jusqu'au 31 décembre 2022.

Dans ce cadre, et dès 2007, la Chaufferie a fait l'objet d'un programme de travaux pour la transformation au bois de la chaufferie au charbon. La centrale faisant appel principalement à une énergie renouvelable, le réseau de chaleur Université a été classé par l'Etat via l'arrêté du 26 avril 2022.

Par délibération en date du 22 mars 2022, le Conseil de Métropole a défini les périmètres de développement prioritaire dont celui desservi par la chaufferie de la Motte Rouge. En conséquence, l'ensemble des bâtiments Universitaires et Hospitaliers déjà raccordés au réseau de chaleur de la Motte Rouge ont l'obligation de le rester.

La transformation de la chaufferie et l'exploitation de celle-ci ayant répondu aux attentes, l'Etat, l'Université, la Métropole de Montpellier et la SERM proposent de poursuivre ce partenariat. Ainsi, il est proposé un renouvellement de la convention de transfert de gestion à partir du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2037 soit pour une durée de quinze ans.

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) est une délégation de service public confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM) qui assure le développement, la construction et l'exploitation de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Depuis 2007, la SERM s'est vue confier la gestion de la centrale de production de la Motte Rouge dans le cadre de la délégation de service public RMCF, jusqu'au 31 décembre 2022.

La poursuite de l'exploitation de la centrale de production de « *la Motte Rouge* » au-delà de 2022, se traduit par une actualisation du plan quinquennal de travaux prévisionnels de la période 2022-2026 décrit dans l'avenant n° 7. En effet, des travaux de mise en conformité des cheminées afin de les rehausser et le remplacement des chaudières gaz, utilisées uniquement en appoint et secours des chaudières bois, sont nécessaires. L'investissement brut prévisionnel est estimé à 1,2 M€ HT.

Au global, le programme prévisionnel de travaux 2022-2026 de la délégation de service public est évalué à 32,08 M€HT avec un montant de subventions attendu de 7,97 M€.

Par ailleurs, suite à l'adoption des précédents avenants, il y a lieu d'actualiser le règlement de service du réseau de chaleur et de froid annexé au contrat de concession. Ce document définit les conditions générales et les obligations réciproques entre le délégataire et les abonnés à un réseau de chaleur ou de froid. Il fixe notamment les modalités d'exercice du service, les tarifs, les obligations de chaque partie, les modalités de raccordements, etc.

Les parties se sont donc rapprochées et ont convenu d'adapter la Concession aux conditions et modalités fixées par l'avenant n°8, conformément à l'article L 3135-1 et à l'article R3135-2 du code de la commande publique.

Pour information, ce projet d'avenant n°8 au contrat de concession du réseau public de distribution de chaleur et de froid a été présenté préalablement en commission de délégation de service publique (CDSP) le 12 juillet 2022, qui a émis un avis favorable à sa conclusion, conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le renouvellement la convention de transfert de gestion ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°8 au contrat de concession ;
- D'autoriser la SERM à procéder aux travaux du plan quinquennal actualisé 2022-2026 ;
- D'approuver les termes du nouveau règlement de service ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 18 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196107-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220712_Convention de transfert de gestion 2022.pdf
- 20220712_RMCF_Projet_Avenant8.pdf
- RMCF_Avenant8_Annexe2_PQ_VB_2022-2026.pdf
- RMCF_Avenant8_Annexe3_PQ_VNC_2022-2026.pdf
- RMCF_Avenant8_Annexe4_CEP.pdf
- 20220712_RMCF_REGLEMENT_Service_vJuillet22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.